

Autriche

Canons, emplois et silence syndical : l'Autriche face à son réarmement

Kevin GUILLAS-CAVAN

Malgré l'attachement de la population à la neutralité, constitutive de l'identité nationale du pays, l'Autriche réarme. En privilégiant l'intégration dans l'Otan et la défense européenne, le pays rompt avec son héritage de médiation. Ce réarmement, financé par l'austérité sociale et climatique, ravive le débat sur le sens à donner à la neutralité. Pourtant, les syndicats restent en retrait, tiraillés entre pacifisme et défense d'emplois industriels dans un contexte économique fragile.

Despite its population's fondness for neutrality, part of the national identity, Austria is rearming. In prioritizing NATO integration and European defence, the country is breaking with its tradition of mediation. This rearmament, funded by social and climate austerity, is reviving the debate around the meaning of neutrality. Yet trade unions continue to keep a low profile on the issue, torn between pacifism and the protection of industrial jobs at a time of economic fragility.

Kevin Guillas-Cavan est chercheur associé à l'Ires.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a bouleversé l'ordre sécuritaire européen. La Suède et la Finlande ont abandonné leur neutralité. Le club des pays neutres en Europe se réduit et interroge ce choix. En Autriche, la neutralité est plus qu'une posture stratégique liée aux circonstances. Certes imposée par les puissances victorieuses en 1955, elle est devenue le fondement de l'identité nationale d'un pays où la question n'avait rien d'évident après la Seconde Guerre mondiale. Malgré cet attachement, l'Autriche n'échappe pas aux pressions pour participer à l'effort de défense du continent, qu'instrumentalise bien volontiers une partie des élites.

Si la neutralité, inscrite dans la Constitution, n'est pas remise en cause officiellement en raison notamment du soutien d'une très large majorité de l'opinion, son armée s'équipe désormais massivement auprès de fournisseurs membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan), son territoire sert de couloir logistique pour l'aide à l'Ukraine, et sa nouvelle Stratégie de sécurité de 2024 évoque ouvertement l'interopérabilité avec l'Alliance atlantique. Cette intégration qui ne dit pas son nom suscite un débat public intense. Les journaux consacrent quotidiennement des articles à l'allongement possible du service militaire, et une initiative populaire visant à interdire explicitement toute adhésion à l'Otan a recueilli plus de 100 000 signatures en quelques jours. C'est donc un moment de vérité pour la neutralité autrichienne : entre réarmement budgétaire, austérité sociale et rapprochement discret mais effectif avec l'Otan, le pays cherche une nouvelle voie.

Dans ce contexte très polarisé, on aurait pu s'attendre à ce que les syndicats autrichiens, historiquement liés aux mouvements

pacifistes et porteurs d'une critique sociale de la militarisation, occupent le devant de la scène. Or il n'en est rien. Leur parole est discrète, voire absente, là où d'autres acteurs de la société civile se font entendre vigoureusement.

Cet article propose d'expliquer ce relatif silence syndical en trois temps. D'abord, il retrace la généalogie singulière de la neutralité autrichienne, de son imposition par l'URSS dans les années 1950 à sa consécration lorsque Bruno Kreisky, chancelier fédéral de 1970 à 1983, en fait un instrument de puissance, en passant par le développement puis le déclin d'une industrie militaire nationale dont les scandales ont marqué la fin du XX^e siècle. Ensuite, il s'attache à montrer de quelle manière la guerre en Ukraine a provoqué un réarmement accéléré, dans un contexte de consolidation budgétaire sévère que l'importante croissance des dépenses militaires vient aggraver. Cette augmentation se fait alors au détriment des politiques sociales et environnementales. Enfin, il analyse les raisons du positionnement mesuré des syndicats, pris entre la défense des emplois industriels dans des régions fragilisées, un héritage pacifiste désormais difficile à porter, et le choix d'une critique économique et sociale plutôt que morale du réarmement.

L'Autriche de l'après-guerre, du modèle suisse à la doctrine Kreisky

Devenue identitaire, la neutralité autrichienne est d'abord le fruit d'une contrainte géopolitique. L'Autriche hérite de cette neutralité « selon le modèle suisse » lors de la signature du Traité d'État de 1955, en échange du départ des troupes d'occupation soviétiques. Néanmoins, ce statut n'empêche

pas le développement d'une industrie militaire nationale loin d'être négligeable et fortement exportatrice. Ces exportations d'armes controversées conduisent d'ailleurs à son effondrement qui, au fond, ne gêne guère l'Autriche. Sous Bruno Kreisky, le pays se détache « du modèle suisse » pour développer une neutralité active où la protection de l'Autriche dépend de l'intérêt des différentes parties à avoir un lieu neutre.

Une neutralité fondée sur le modèle suisse...

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la plupart des pays d'Europe s'intègrent dans des systèmes d'alliances dépassant largement le continent proprement dit. La neutralité n'est cependant pas une exception. Si la Suisse vient immédiatement à l'esprit, elle est loin d'être le seul pays neutre du continent. Aujourd'hui encore, l'Autriche, l'Irlande, Malte, la Moldavie et la Serbie complètent la liste. Jusqu'à récemment, la Suède et la Finlande y figuraient aussi. Minoritaires, ces neuf pays (avec le Vatican) représentaient 15 % des États souverains du continent.

Si chacune des histoires de neutralité est singulière, celle de l'Autriche l'est à plusieurs égards. Contrairement aux autres pays mentionnés, elle n'est pas choisie afin d'éviter au pays d'être pris dans un conflit entre grandes puissances : elle est imposée par les grandes puissances. Le gouvernement de l'Autriche occupée (1945-1955) a en effet négocié le départ des puissances occupantes et notamment de l'URSS et évité un destin à l'allemande de division et d'occupation (Stourzh, 2005). Comme le formule Wolfgang Mueller, « le choix qui s'offrait au pays était celui entre une neutralisation *de facto* par occupation étrangère ou une

déclaration de neutralité permanente ; il a choisi la seconde » (Mueller, 2011:28).

C'est néanmoins en vain que l'on cherche dans le Traité d'État de 1955 signé par l'Autriche et les quatre puissances victorieuses (URSS, États-Unis, Royaume-Uni, France) la moindre mention de la neutralité du pays. Formellement, le prix de l'indépendance du pays est beaucoup plus prosaïque : le paiement de 152 millions de dollars par le gouvernement autrichien au gouvernement soviétique pour racheter les entreprises « allemandes » saisies par les troupes soviétiques et la livraison de 10 millions de dollars de pétrole par l'Autriche à l'URSS. La déclaration des quatre puissances occupantes souligne qu'elles respecteront la neutralité de l'Autriche si celle-ci choisit de l'être (Senn, 2023).

La neutralité est cependant une condition de l'accord soviétique comme le reconnaissent les acteurs négociant le traité à l'époque (Stourzh, 2005). Néanmoins, c'est bien un acte législatif autonome du Parlement autrichien qui ancre la neutralité dans la Constitution du pays le 26 octobre 1955, date qui sert depuis 1965 de fête nationale au pays sous le nom de Jour de la neutralité (Tag der Neutralität). Ce choix plus que celui de la signature du Traité d'État le 15 mai 1955 n'est pas anodin dans un pays où l'identité nationale n'a rien d'évident, comme la tumultueuse histoire de la Première République et l'accueil triomphal d'Adolf Hitler dans son pays natal en témoignent (Perlinka, 2017).

La neutralité devient rapidement un élément essentiel de l'identité nationale autrichienne après la Seconde Guerre mondiale (Senn, 2023:44). Elle permet aux Autrichiens de se distinguer de l'Allemagne nazie comme de la République

fédérale d'Allemagne (RFA), qui fait partie de l'Otan dès sa création en 1955. Cela permet au pays d'opposer à un bellicisme allemand dont il aurait été la première victime, comme le formule la déclaration de Moscou signée en 1943 par le Royaume-Uni, l'URSS et les États-Unis, une histoire impériale magnifiée, celle d'une puissance avant tout diplomatique avant d'être militaire (Haller, 1996).

Dans les faits cependant, cette neutralité ne signifie pas démilitarisation. La neutralité autrichienne est en effet définie en fonction de celle d'un autre pays. La loi constitutionnelle sur la neutralité de l'Autriche précise que celle-ci est établie « selon le modèle suisse » (« Nach Schweizer Muster »). C'est là une exigence des États-Unis pour signer le traité de 1955. L'Autriche peut être neutre si elle entretient une armée importante, capable d'assurer l'indépendance du pays. Dans un rapport remis au gouvernement autrichien à sa demande, le juriste Alfred Verdross distingue le droit à la neutralité qu'ont tous les États souverains et la politique de neutralité qui s'impose à l'Autriche, expliquant que « le droit de la neutralité recouvre l'ensemble des normes de droit international qui imposent à un tel État certaines obligations en vertu du droit international. La politique de neutralité, en revanche, désigne les mesures qu'un État prend dans son propre intérêt afin de préserver sa neutralité contre les menaces internes et externes » (Verdross, 1958:18).

Dans cette interprétation qui s'impose, la neutralité autrichienne implique que le pays s'interdit de participer à toute alliance, de déclencher toute guerre, de permettre le passage de troupe sur son territoire ou son survol, mais aussi s'engage à disposer des forces armées capables de résister

substantiellement à toute attaque, même si l'ampleur de ce qu'est une capacité substantielle restera un point de débat tout au long de la Seconde République (Schreiner, 2018). Il s'ensuit néanmoins « même en temps de paix, l'obligation (...) de se doter d'un armement militaire raisonnable » comme le relève encore le juriste Karl Zemanek en 1970 lorsque le Parlement autrichien lui demande un *Rapport sur les questions de droit et de politique en matière de neutralité soulevées par le référendum d'initiative populaire visant à abolir l'armée fédérale* (Schreiner, 2018). Le pays se refuse aussi à toute alliance économique qui limiterait son autonomie politique, ce pourquoi l'Autriche restera hors de la Communauté européenne jusqu'en 1995 (Mueller, 2024).

Dès 1955, la gendarmerie est ainsi transformée en garde-frontière provisoire, le pays décide de relancer une industrie militaire dans le cadre des entreprises nationalisées (Mueller, 2011) et un service militaire « sur le modèle suisse » de la « défense totale » est introduit (Stein, 1990). Après six mois de formation, le conscrit reste mobilisable jusqu'à l'âge de 35 ans et doit participer régulièrement à des exercices de la « milice ». En cas de mobilisation, l'armée doit être capable dès 1955 de déployer en quelques jours 186 000 soldats, avec l'objectif d'atteindre rapidement une capacité de 300 000 hommes, soit près de 4,5 % de sa population totale. Les différentes milices doivent pouvoir ralentir l'avancée de tout envahisseur et rendre coûteuse toute avancée en profondeur dans le territoire autrichien.

En raison de sa neutralité, le pays s'estime devoir être en mesure de développer son propre armement. Le principe de réalité rend cet objectif ambitieux impossible

à tenir. Un petit pays de la taille de l'Autriche est dans l'incapacité de développer l'ensemble des armements et des systèmes nécessaires à une armée moderne. Par pragmatisme, l'Autriche développe une interprétation qui lui permet de compléter son arsenal militaire par des achats d'armes auprès d'autres pays neutres avec qui elle développe des partenariats. C'est ainsi que l'Autriche ne développe pas d'industrie aéronautique mais se fournit exclusivement auprès de la Suède, se refusant de se fournir auprès d'un pays membre de l'Otan (Stein, 1990), tout en exportant son propre matériel à destination de ses partenaires européens, mais aussi de pays tiers du sud.

... mais avec une industrie militaire développée

Fruit de son histoire impériale et de son statut de grande puissance avant la Première Guerre mondiale, l'Autriche dispose d'une industrie d'armement ancienne. Les principales industries du pays qui seront intégrées dans le complexe national-socialiste existent dès le milieu du XIX^e siècle. Pendant l'annexion à l'Allemagne nazie, celle-ci développe en Autriche une part substantielle de sa production de chars d'assaut, d'obus de char, d'avions de combat mais aussi de mitrailleuses (Pilz, 1982).

Entre 1945 et 1955, les usines d'armement sont mises à l'arrêt et partiellement démantelées par les forces d'occupation (Riegler, Geyer, 2022). Avec la création de l'armée autrichienne, leur production reprend dès 1955. Une large part d'entre elles est néanmoins nationalisée. Elles sont alors intégrées comme filiales de la Vereinigte Österreichische Eisen und Stahlwerke (Industries sidérurgiques et métallurgiques

autrichienne unie, VÖEST), nationalisées en 1945. À elles seules, les filiales de la VÖEST génèrent 86 % des profits du secteur en 1980 (Riegler, Geyer, 2022). À côté des filiales de la VÖEST, on trouve aussi Steyr-Daimler-Puch AG, dont le capital est intégralement possédé par la banque publique Creditanstalt et qui reprend sa production de chars d'assaut. Son modèle le plus connu, le Kürassier, deviendra même le char le plus vendu hors des pays membres de l'Otan ou du Pacte de Varsovie.

Au plan mondial, l'Autriche reste toutefois un nain dans le marché de l'armement. Au sommet de ses exportations, en 1978, celles-ci s'élèvent à 120 millions de dollars alors que les États-Unis, la France, le Royaume-Uni ou l'Allemagne de l'Ouest en exportent tous pour plus d'1 milliard de dollars cette année-là ; mais c'est beaucoup plus que la Suisse (44 millions de dollars d'exportations en 1978). Néanmoins, ces exportations occupent une place similaire à celle des grandes puissances militaires en pourcentage du PIB (0,19 % du PIB contre 0,15 % pour l'Allemagne de l'Ouest ou 1 % des exportations totales contre 0,8 % en Allemagne de l'Ouest)¹.

En outre, la neutralité de l'Autriche ne lui interdit pas les exportations d'armes vers des pays en conflit, mais les favorise au contraire puisque le gouvernement n'a pas à s'embarrasser de questions d'alliances et d'équilibres géopolitiques. C'est ainsi que l'entreprise Hirtenberger fournit des cartouches au Chili de Pinochet, que Steyr Mannlicher livre des fusils de précision et des cartouches à la Syrie dans les années 1970, ou encore que Steyr-Daimler-Puch exporte au Maroc des chars d'assaut servant à sa guerre contre le Front Polisario

1. Calcul de l'auteur à partir des données de la Banque mondiale.

au Sahara occidental (Riegler, Geyer, 2022). Au cours des années 1970, ces exportations atteignent ainsi, certaines années, près de 500 millions de dollars².

À partir de la fin des années 1970, ces exportations sont de plus en plus sous pression, tant elles entrent en contradiction avec la politique de « neutralité active » promue par le Chancelier Bruno Kreisky, qui vise à (re)donner à l'Autriche un rôle diplomatique central dans la résolution des conflits en l'utilisant pour amener les ennemis du moment à négocier. La livraison d'armes à la Syrie en 1976, quoique légale, constitue un tel scandale que le ministre de la Défense en poste, Karl Lütgendorf, doit démissionner ; et en 1977, le gouvernement de Bruno Kreisky soumet les exportations d'armes à la double autorisation du ministère de l'Intérieur et de la chancellerie et interdit formellement toute livraison à des pays belligérants au nom d'une nouvelle interprétation du concept de neutralité. Les exportations d'armes continuent néanmoins, souvent sous des formes masquées, comme celles des chars d'assaut livrés en Bolivie sous forme « d'aide au développement » en 1979³.

Le glas de la croissance des exportations autrichiennes d'armement sonne cependant au tournant des années 1980 après avoir atteint leur point culminant en 1979 (1,2 % des exportations du pays). Cette année-là, l'Union soviétique met un veto à un contrat de grande ampleur d'achat de mitrailleuses autrichiennes par la Chine. Cela rappelle que la neutralité de l'Autriche, contrairement à celle de la Suisse ou de la Suède, est toujours conditionnelle et encadrée par le

Traité d'État de 1955 qui donne un certain droit de regard aux anciennes puissances occupantes (Riegler, 2016). Mais c'est surtout le scandale Noricum qui vient frapper l'industrie d'armement autrichienne. Cette filiale de la VÖEST a livré de manière illégale des obusiers à l'Iran et à l'Irak, alors en guerre. L'affaire aboutit à la condamnation de 14 dirigeants de l'entreprise en 1991 et en 1993, à l'acquittement des hommes politiques impliqués ; la VÖEST est privatisée en 1995 et Noricum est liquidée (Riegler 2016). L'ensemble qui avait employé jusqu'à 20 000 salariés dans les années 1970 et en emploie encore 10 000 en 1993 s'effondre alors rapidement. En 2004, elle n'en compte plus que quelques centaines. Dynamit Nobel se convertit au civil et Steyr-Mannlicher délocalise l'ensemble de sa production d'armement en Malaisie. Quant à Steyr-Daimler-Puch (chars d'assaut et véhicules blindés) et Hirtenberger (munitions), si elles survivent, elles réduisent massivement leur production, comme toutes les entreprises du secteur à part Glock (pistolets) qui connaît une croissance relativement importante⁴.

... et un des sièges de l'Onu

À partir de 1970, le chancelier Bruno Kreisky réoriente fondamentalement la politique de sécurité autrichienne en privilégiant une doctrine de « neutralité active ». Pour lui, la neutralité ne doit pas être un statut passif mais un instrument diplomatique permettant à l'Autriche de jouer un rôle d'entremetteur entre les blocs (Graf-Steiner, 2024).

2. « 17 Jahre nach dem Noricum-Skandal: Land im Waffenstillstand », *Profil*, 26. April 2004, <http://bit.ly/4xMrMEv>.

3. O. Lahodynsky, « Panzer als Entwicklungshilfe: Waffenhandel », *Profil*, 4. August 1980, p. 31-37.

4. « 17 Jahre nach dem Noricum-Skandal: Land im Waffenstillstand », *Profil*, *op. cit.*

Sa politique ne signifie pas un abandon des grands principes de la défense autrichienne, *a fortiori* après que le référendum d’initiative populaire sur la dissolution de l’armée fédérale a été jugé irrecevable constitutionnellement (Schreiner, 2018). Le chancelier affirme ainsi en 1971 que « la neutralité nous oblige à la défense nationale » (cité par Senn, 2023:35). Elle constitue néanmoins une inflexion certaine en considérant qu’une politique étrangère active constitue le meilleur garant de la sécurité nationale. Une boutade fréquemment citée de Bruno Kreisky saisit ce tournant quand il déclare que « la cité onusienne [de Vienne] vaut plus que deux divisions blindées » (cité par Pleiner, Stupka, 2011).

Promesse de campagne de Kreisky, Vienne devient le troisième siège des Nations Unies avec New York et Genève en 1979, ce qui doit mettre l’Autriche à l’abri de toute attaque. Vienne accueille également des organisations internationales, comme l’Agence de l’énergie atomique (depuis 1957), mais aussi l’Organisation

des pays producteurs de pétrole (OPEP, depuis 1965) puis la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE, depuis 1975), devenue Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 1995. Ainsi, la politique visant à faire de Vienne un carrefour diplomatique, souvent créditée à Bruno Kreisky, est en fait imputable à son prédécesseur, Josef Klaus (1964-1970), mais le siège onusien lui fait prendre une tout autre dimension. L’Autriche multiplie alors les offres de médiation sur la scène internationale, que ce soit dans le cadre de la CSCE ou dans des conflits comme celui opposant l’Iran à l’Irak. La neutralité devient alors un instrument de « statut international » permettant à un petit État d’exister sur la scène mondiale (Senn, 2023).

Cela permet aussi à l’Autriche d’alléger ses dépenses militaires qui, dans les années 1980, tombent largement en-deçà des autres pays neutres d’Europe (tableau 1) sur lesquels elle était jusqu’ici alignée.

Tableau 1 - Indicateur de la défense nationale de pays neutres dans les années 1980

	Autriche	Finlande	Suède	Suisse
Soldats mobilisables	240 000	734 000	776 000	645 000
% de la population	3,2	15,1	9,3	9,8
Chars d’assaut	170	165	985	875
Véhicules blindés	460	230	1 000	1 475
Avions de combat	32	80	501	295
Dépenses de défense en % du PIB	1,3	1,4	3,0	2,3
En dollars par habitant	106	168	341	301

Source : Karsh (2012).

Cependant, le Chancelier adopte une position paradoxale en matière d'exportations d'armement. Bruno Kreisky, comme la majorité du Sozialistische Partei Österreichs (SPÖ, Parti socialiste d'Autriche – devenu Parti social-démocrate d'Autriche en 1991), soutient le développement des filiales militaires de la VÖEST, qu'il qualifie de « décision entrepreneuriale de grande portée » (Riegler, Geyer, 2022). Lors de la vente de chars au Chili en 1980, il affirme que « du point de vue du droit international, rien ne s'oppose à cette transaction car l'Argentine n'est pas en guerre » (cité par Riegler, Geyer, 2022:145). S'il doit finalement céder face à l'opposition de son ministre de l'Intérieur Erwin Lanc et renvoyer son ministre de la Défense, il justifie néanmoins les ventes passées par la défense des emplois. Ce positionnement révèle les tensions entre les idéaux de la neutralité active et les réalités économiques et industrielles de l'Autriche.

L'Autriche face à la guerre en Ukraine : réarmement et austérité

La guerre en Ukraine a agi comme un électrochoc sur la politique de sécurité autrichienne. Depuis 2022, le budget de la défense a quasiment doublé, avec des acquisitions majeures d'avions de combat, d'hélicoptères et de systèmes antiaériens, principalement auprès de fournisseurs membres de l'Otan. Ce réarmement intervient dans un contexte d'austérité budgétaire sévère qu'il aggrave, malgré l'activation de la clause dérogatoire européenne qui permet d'exclure les dépenses militaires du calcul du déficit public. Enfin, elle

examine le rapprochement discret mais réel avec l'Otan, au point que certains députés dénoncent une entrée qui ne dit pas son nom.

Le réarmement du pays...

Depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022, l'Autriche a amorcé un mouvement de réarmement d'une ampleur inédite depuis des décennies, partant d'un niveau extrêmement bas. Neutre et désormais au cœur de l'Union européenne (UE), le pays a négligé son budget de défense, tombé à environ 0,6 % du PIB à la veille de la guerre en Ukraine⁵. En 2025, cette part atteint 1 %, ce qui demeure faible mais représente néanmoins un doublement. Concrètement, le budget du ministère de la Défense est passé de 2,88 à 4,74 milliards d'euros entre 2023 et 2025 et devrait atteindre 5,18 milliards en 2026, soit une hausse d'environ 9,3 % en trois ans⁶. Quoique les dépenses demeurent modestes par rapport aux pays membres de l'Otan, ce mouvement, qui vise quasiment un triplement des investissements militaires à moyen terme, place néanmoins l'Autriche dans une dynamique de réarmement accéléré.

Cette accélération se traduit par une vague d'achats massifs auprès de fournisseurs étrangers. Car si l'industrie militaire autrichienne a survécu, elle est affaiblie et très spécialisée, ne couvrant pas les besoins d'une armée moderne complète (avions, hélicoptères, systèmes sol-air). L'Autriche signe ainsi plusieurs contrats majeurs : 12 avions de combat M-346FA produits par le groupe italien Leonardo pour 1,5 milliard d'euros, quatre avions de transport

5. A. Szigetvari, « Österreich darf bald mehr Geld für Panzer und Kanonen ausgeben. Werden wir dafür später woanders härter sparen müssen? », *Der Standard*, 17. Februar 2026, <https://bit.ly/4owhOCX>.

6. « Bundesheer: Budget wächst 2025 und 2026 weiter », *Militär Aktuell*, 14. Mai 2025, <https://bit.ly/4uBGRWu>.

Embraer C-390 (Brésil) pour près d'1 milliard d'euros, 12 hélicoptères Black Hawk pour 720 millions (États-Unis), ainsi que des systèmes de défense antiaérienne de 35 mm et la modernisation de ses chars Leopard (Allemagne)⁷. Dès lors, le réarmement passe par l'achat à l'étranger, mais avec une condition politique forte de compensations industrielles, pratique que le pays avait abandonnée depuis le scandale des Eurofighter en 2003⁸. Sous pression des industriels nationaux de l'aéronautique et notamment de FACC et Schiebel, le gouvernement négocie avec l'Italie un accord « de gouvernement à gouvernement » comprenant l'achat par le gouvernement italien d'avions de combat M-346FA, rachetés ensuite par l'Autriche, en échange d'un accord de coopération industrielle d'environ 400 millions d'euros sur 15 ans, afin que des sous-traitants autrichiens (notamment dans l'aéronautique et les systèmes duaux) puissent bénéficier des retombées⁹. Ce système vise à compenser l'absence de production nationale d'armes lourdes.

... dans un contexte d'austérité budgétaire

L'Autriche s'est engagée dans une consolidation budgétaire massive. Le Doppelbudget (double budget) 2025-2026, élaboré sous contrainte européenne, fixe à l'avance les dépenses et recettes fédérales pour deux exercices, ce qui dessaisit partiellement le Parlement : au lieu d'un débat annuel permettant d'ajuster la politique à

la conjoncture, les députés votent un cadre rigide valable deux ans. Cette technique réduit la capacité de réaction face à des évolutions imprévues et verrouille des coupes budgétaires sur le long terme, même en cas de dégradation économique (Feigl *et al.*, 2025).

Le programme de consolidation prévoit ainsi 5,1 milliards d'euros d'économies nettes d'ici 2028¹⁰, au détriment des dépenses sociales, environnementales et climatiques. Les mesures touchent directement les ménages : pensions moins revalorisées par rapport à l'inflation (-0,25 point par rapport à la hausse des prix pendant deux ans), allocations familiales non indexées sur l'inflation, hausse des cotisations chômage pour les bas revenus, et réduction de 75 millions d'euros des dépenses de l'assurance maladie pour les cures.

Parallèlement, les subventions climatiques sont sévèrement réduites : l'environnement et le climat enregistrent une baisse des dépenses de -59,1 % entre 2024 et 2026, avec des coupes massives dans la promotion des énergies renouvelables, la rénovation thermique (-37 % entre 2025 et 2026) et l'électromobilité (Feigl *et al.*, 2025). Plus emblématique encore : le Klimabonus, qui compensait la hausse du prix du CO₂ pour les ménages modestes, est supprimé.

C'est dans ce contexte de rigueur que l'Autriche accélère son réarmement. Si l'Autriche a activé la « clause dérogatoire » européenne, qui permet d'exclure une partie

7. A. Szigetvari, « Österreich darf bald mehr Geld für Panzer und Kanonen ausgeben », *op. cit.*

8. A. Szigetvari, R. Graber, « Gegengeschäfte bei Rüstungsdeals feiern in Österreich ein Comeback », *Der Standard*, 9. Juli 2025, <https://bit.ly/4aJfIJV>.

9. A. Szigetvari, R. Graber, « Österreich spart, investiert aber Milliarden in Rüstung. Wie die Industrie dabei mitnaschen soll », *Der Standard*, 9. Dezember 2025, <https://urls.fr/iTOiD4>.

10. A. Szigetvari, « Einschnitte bei Kuren und höhere Beiträge von Spitzenverdienern: Wie die Regierung fünf Milliarden finden will », *Der Standard*, 28. April 2026, <https://urls.fr/AUA40B>.

des dépenses militaires du calcul du déficit excessif¹¹, la multiplication des dépenses se fait néanmoins par la dette et pèse globalement sur le budget. Comme le rappelle Bernhard Grossmann, responsable du bureau du Fiskalrat, le comité consultant le Parlement et le gouvernement sur le budget, « les achats de canons ne disparaissent pas magiquement : ils augmentent la dette et rendent plus difficile la sortie de la procédure de déficit », imposant des arbitrages douloureux entre « canons et beurre »¹².

Le réarmement du pays, bien que modeste à l'échelle de l'Otan, constitue un tournant : chaque euro dépensé dans la défense manque pour amortir les coupes sociales ou relancer les aides climatiques. Le double budget verrouille ces arbitrages pour deux ans, privant le Parlement de la possibilité d'adapter la trajectoire en cas de récession aggravée ou d'urgence sociale.

Une entrée dans l'Otan qui ne dit pas son nom ?

La neutralité reste inscrite dans la Constitution et soutenue par plus de 74 % des Autrichien·nes¹³, un chiffre en nette croissance par rapport à 2023 (63 %) et le retour de Donald Trump à la tête des États-Unis¹⁴, mais qui demeure inférieur à ceux du début des années 2000 qui étaient supérieurs à 80 % (Meyer, 2005). La nouvelle Sicherheitsstrategie 2024 (Stratégie de sécurité 2024) et les budgets successifs traduisent néanmoins un alignement discret mais progressif sur l'Otan. Loin d'un repli,

l'armée autrichienne s'intègre progressivement dans les standards, les chaînes logistiques et les dispositifs de l'Alliance.

Ainsi dès les premiers mois de la guerre en Ukraine, l'Autriche autorise le transit d'équipements militaires de pays de l'Otan vers l'Ukraine. Le territoire sert de fait de couloir aux convois de chars, munitions et systèmes de défense aérienne d'origine étasunienne, allemande ou turque, une pratique qui s'est intensifiée, ce qui rompt avec la conception traditionnelle de la neutralité élaborée par les juristes constitutionnels autrichiens (voir *supra*). Cette tolérance efface la distinction classique entre neutralité et simple non-belligérance.

En outre, l'armée autrichienne devient de plus en plus dépendante des industries des pays de l'Otan pour son équipement, là encore en rupture avec la politique traditionnelle du pays. Il est vrai que la fin de la neutralité suédoise a privé l'Autriche d'un de ses principaux et traditionnels fournisseurs. Surtout, les usines autrichiennes de General Dynamics produisent des composants pour chars et véhicules blindés sous licence étasunienne et obéissant à la norme Itar qui donne aux États-Unis le pouvoir de décider de l'emploi ou non de ces matériels¹⁵.

Enfin, l'Autriche a rejoint l'initiative européenne Sky Shield – un projet de défense aérienne intégrée piloté par l'Allemagne et la Norvège, basé sur des technologies et des procédures de l'Otan. Cela implique l'achat de systèmes de missiles sol-air (notamment Patriot) et le partage

11. A. Szigetvari, « Österreich darf bald mehr Geld für Panzer und Kanonen ausgeben », *op. cit.*

12. *Ibid.*

13. « Ist es für die Sicherheit Österreichs besser, Neutralität zu bewahren oder der NATO beizutreten? », Statista, 2025, <https://urls.fr/cSafPI>.

14. « Umfrage: Mehrheit gegen NATO-Beitritt », ORF, 2. Mai 2023, <https://urls.fr/6TLRrO>.

15. A. Szigetvari, R. Graber, « Österreich spart, investiert aber Milliarden in Rüstung », *op. cit.*

de données de surveillance radar, soit une interopérabilité complète avec l'Alliance (Nowotny, 2024).

Cette évolution suscite un débat vif au Parlement autrichien en 2024¹⁶. Le SPÖ et les Verts reprochent alors à la ministre de la Défense Klaudia Tanner (conservatrice) de ne pas avoir consulté le Parlement dans la définition de la nouvelle Stratégie de sécurité qui prévoit un rapprochement avec l'Otan, défini comme « garant décisif de la sécurité européenne et donc autrichienne », et que « l'Autriche participe de manière renforcée aux coopérations civiles et militaires, aux exercices et à la plateforme du Partenariat pour la paix de l'Otan, notamment en assurant l'interopérabilité des forces armées autrichiennes avec les forces de l'Otan » (Republik Österreich, 2024).

Si les ministres jurent être attaché-es à la neutralité autrichienne sous la pression de l'opinion publique, une partie des élites politiques et militaires autrichiennes plaide pour son abandon pur et simple. Le petit parti NEOS (Neue Österreich und liberales Forum, néolibéral, actuellement au gouvernement en partenariat avec le SPÖ et les conservateurs) prône quant à lui une entrée de l'Autriche dans l'Otan¹⁷.

Une nouvelle trajectoire loin de faire l'unanimité

Le réarmement et le rapprochement avec l'Otan ne font pas l'unanimité dans la société, mais les syndicats restent en retrait du débat en raison du dilemme auquel ils font face entre la défense des emplois et un héritage pacifiste devenu difficile à porter.

Le débat sur la participation à la défense européenne

Face aux menaces émergentes, notamment la guerre russe en Ukraine, le gouvernement autrichien adopte une position nuancée. Selon la Österreichische Sicherheitsstrategie 2024, l'UE est le « cadre d'action central » de la sécurité autrichienne. Le gouvernement soutient la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et l'autonomie stratégique européenne menée par l'actuelle Commission européenne. Le ministère de la Défense du territoire qualifie ainsi cette défense européenne de « nécessité » face à l'érosion de l'ordre libéral mondial. Dans ce rapport, l'armée est comme l'« assurance » du pays, dont la capacité d'action et la résilience doivent être renforcées dans un contexte de passage d'un ordre mondial fondé sur des règles à une « multipolarité conflictuelle » (Bundesministerium für Landesverteidigung, 2026).

Officiellement, la neutralité n'est pas remise en cause, mais le gouvernement entend la rendre « active » – non pas au sens donné par Bruno Kreisky à ce terme, mais en participant pleinement aux missions et à la coopération structurée permanente (Pesco) de l'UE. Au service de cette stratégie, le gouvernement prévoit une montée en puissance du budget militaire, via une clause dérogatoire européenne. En outre, si l'envoi de troupes reste un tabou, le document du ministère de la Défense du territoire souligne que l'Autriche est un pays crucial pour la défense européenne, en tant que plaque tournante logistique au cœur du continent, et qu'elle joue un rôle clé dans la

16. « Tanner: Annäherung an Nato bedeutet „keinerlei Verpflichtung für Österreich“ », *Die Presse*, 16. Mai 2024, <https://urls.fr/Ub98d6>.

17. A. Dubowy, « „Österreich soll der Nato beitreten“ - Veit Dengler fordert ein Ende der sicherheitspolitischen Illusion », *Berliner Zeitung*, 13. November 2025, <https://urls.fr/tjeSLI>.

mobilité militaire, un domaine prioritaire pour l'UE et l'Otan.

Cette orientation suscite de vives réactions. Le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ, Parti de la liberté d'Autriche – extrême droite), la principale force d'opposition, s'y oppose frontalement. Elle qualifie le programme « ReArmEurope » de « plan de redistribution » et dénonce un « centralisme » de Bruxelles. Ses porte-parole, Susanne Fürst et Barbara Kolm, accusent le gouvernement d'être « *Brüssels-Hörig* » (« inféodé à Bruxelles »), privilégiant la poursuite du conflit en Ukraine à la diplomatie¹⁸. Pour le FPÖ, cette politique affaiblit la neutralité et prépare une « économie de guerre » qui supprimerait des droits sociaux. Le FPÖ suit ici de manière opportuniste ses électeurs qui, selon les sondages, se réclament volontiers de la défense de la patrie, mais sont les plus réticents à financer des armements modernes¹⁹. Proche de Vladimir Poutine et de son parti Russie unie, le FPÖ présente la neutralité comme un « bouclier » suffisant, rendant la solidarité européenne superflue.

À l'inverse, les libéraux du NEOS mais aussi au sein de l'Österreichische Volkspartei (ÖVP, Parti populaire autrichien – libéral-conservateur) regrettent que l'Autriche ne définisse pas clairement sa réaction concrète si un État membre de l'UE est attaqué, estimant que l'évocation de la neutralité est un alibi pour rester un « passager clandestin » de la sécurité collective²⁰. C'est ainsi que plusieurs figures importantes de

l'ÖVP comme le député européen Lukas Mandl se sont prononcés pour une armée européenne à laquelle l'Autriche devrait participer « à terme »²¹. Pour l'heure, le gouvernement ne semble pas avoir de majorité pour renforcer encore plus l'intégration du pays dans la défense européenne en raison de l'opposition du SPÖ qui tient à la conception de la neutralité active développée par Kreisky et à l'idée que l'Autriche est un pays particulier en Europe, ne pouvant pas participer activement à la défense européenne en raison de son rôle diplomatique lié à son statut de siège de l'Onu²².

Le débat autour de la prolongation du service militaire

Au-delà du réarmement du pays qui demeure limité par rapport aux pays de l'Otan malgré des taux de croissance soutenus, c'est toujours sur le concept de défense totale que s'appuie l'Autriche. Cela passe par un allongement conséquent de la durée du service militaire et notamment du service dû dans les « milices » après le service militaire proprement dit. Renommée « défense globale du territoire » (*Umfassende Landesverteidigung*) dans la Stratégie de sécurité de 2024, elle est en fait bien plus large que les seules milices et intègre des dimensions militaire, civile, économique et intellectuelle dans l'objectif de renforcer la résilience nationale face aux menaces hybrides et conventionnelles (Republik Österreich, 2024).

18. « Die FPÖ schäumt wegen Rüstungsprogramm der EU », *Die Krone*, 19. März 2025, <https://www.krone.at/3731529>.

19. C. Seidl, « Trotz Russland und anderer Bedrohungen: Aufrüstung des Bundesheers ist unpopulär », *Der Standard*, 22. Juni 2025, <https://urls.fr/G2fUv5>.

20. O. Rathkolb, « Weg mit der Neutralität - hinein in die Nato? », *Der Standard*, 9. März 2026, https://urls.fr/wno_55.

21. N. Kubrak, « ÖVP-Abgeordneter spricht sich für EU-Armee aus », *Heute*, 24. Mai 2026, <https://urls.fr/UfkyZZ>.

22. B. Schuster, « Appell für starkes Europa und klare Abgrenzung zur FPÖ », *Mein Bezirk*, 7. März 2026, <https://urls.fr/cPcjGp>.

Le débat se focalise cependant sur l'allongement du service militaire que la Wehrdienstkommission (Commission du service militaire) a proposé de porter de six à huit mois pour le service militaire de base, complété par deux mois d'exercices obligatoires dans la milice sur dix ans²³. Ce retour à une milice active vise à compenser les réductions du début des années 2000 quand le gouvernement fédéral avait supprimé les exercices obligatoires et raccourci la formation.

Ce virage rencontre toutefois des résistances importantes. Sur le plan politique, le NEOS, défenseur historique d'une armée professionnelle, rejette toute prolongation. Leur secrétaire général Douglas Hoyos rappelle que le modèle « 8+2 » n'est « pas la position de NEOS »²⁴. Le SPÖ, bien que plus ouvert à la discussion, exige au préalable des réformes qualitatives pour éliminer les « périodes creuses » du service²⁵. Dans la population, le soutien à une prolongation du service militaire ne serait que de 51 % et tomberait même à 36 % chez les moins de 30 ans²⁶. Les milieux économiques redoutent quant à eux un renforcement de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Face à cette opposition, le chancelier Stocker (conservateur) lance l'idée d'organiser une consultation populaire à ce sujet. S'il

ne choisit pas le référendum pour se garder les mains libres, il serait néanmoins difficile de passer outre la volonté populaire. De ce fait, la commission de défense critique fortement ce choix qu'elle décrit comme une perte de temps²⁷.

Des organisations syndicales partagées entre pacifisme et soutien à l'emploi

Le réarmement du pays fait l'objet d'un débat social intense. L'allongement de la durée du service militaire fait l'objet d'articles quotidiens dans les journaux qui voient se multiplier les tribunes de membres du gouvernement, des différents partis, d'associations pacifistes ou de militaires. Le rapprochement du pays avec l'Otan, décidé par le gouvernement dans la Stratégie de sécurité 2024 sans consultation du Parlement (voir *supra*), donne lieu à une proposition de loi d'initiative populaire (*Volksbegehren*) visant à interdire explicitement toute entrée dans l'Otan en 2024²⁸. Si la proposition est rejetée par le Parlement au principe que la Constitution impose la neutralité, le fait que cette initiative recueille en moins d'une semaine le soutien de 109 809 citoyen·nes, soit 1,72 % du corps électoral²⁹, témoigne de la vivacité du débat public.

23. M. Tschinderer, « Wehrpflicht: Wie realistisch ist die Verlängerung? », *Der Standard*, 20. Jänner 2026, <https://urls.fr/VdYYHr>.

24. S. Rachbauer, O. Kroisleitner, « Was wurde eigentlich aus der Volksbefragung zur Wehrpflicht? », *Der Standard*, 8. April 2026, https://urls.fr/skxj_.

25. M. Tschiderer, « Erste Pflöcke zur Verlängerung der Wehrpflicht », *Der Standard*, 17. Februar 2026, <https://urls.fr/KHm4lj>.

26. M. Tschiderer, « Für und Wider: Soll die Wehrpflicht verlängert werden? », *Der Standard*, 3. Jänner 2026, <https://urls.fr/HsVzBO>.

27. M. Stepan, « Warum eine Volksbefragung für Stocker angenehmer ist als eine Volksabstimmung », *Der Standard*, 2. Februar 2026, <https://urls.fr/eBhU34>.

28. *Kein NATO-Beitritt*, Volksbegehren seit der XX. Gesetzgebungsperiode, Bundesministerium für Inneres, <https://urls.fr/7swONF>.

29. 2546 der Beilagen zu den Stenographischen Protokollen des Nationalrates XXVII. GP, Nationalrat, 13. Mai 2024, <https://urls.fr/TgVL3Q>.

Dans ce contexte, les organisations syndicales autrichiennes adoptent une position étonnamment mesurée. Si quelques voix rappellent les positions pacifiques de l'Österreichischer Gewerkschaftsbund (ÖGB, Confédération syndicale autrichienne), celles-ci restent confidentielles. Les prises de position de l'ÖGB se limitent ainsi à la republication sur son site d'une tribune contre la prolongation du service militaire de Matthias Hauer, le secrétaire fédéral des jeunes syndicalistes de l'ÖGB originellement publié par *Die Presse*³⁰.

Ce silence est lié au dilemme auquel font face les organisations syndicales entre la préservation de l'emploi et des conditions de travail d'un côté et l'idéal pacifiste de l'autre, *a fortiori* dans une période où la crise de l'industrie allemande affecte sévèrement l'industrie autrichienne, extrêmement dépendante de son voisin du Nord pour ses exportations. Pour les organisations syndicales, les dépenses militaires peuvent être vues comme une sorte de « keynésianisme de guerre » (Jaitner, 2025). Avec 150 entreprises, 3,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel et des milliers d'emplois, le secteur pèse lourd au niveau national, et plus encore dans les régions relativement rurales où ces entreprises sont concentrées et qui sont souvent des régions industrielles fragilisées comme la Haute-Autriche et la Styrie (Österreich, 2025).

Le cas de Steyr Motors (Haute-Autriche) est emblématique de cette tension. L'entreprise, au bord de la faillite en 2018, emploie désormais 135 personnes contre 115 début 2025 et dispose d'un carnet de commandes de 300 millions d'euros jusqu'en 2030. Le secrétaire du comité

d'entreprise, Martin Brandner, résume cette tension : « Les salariés sont bien contents qu'on soit désormais dans une situation stable. Bien sûr, il y a un certain conflit quand on sait que certains de nos produits sont utilisés dans la guerre. Mais au final, nous travaillons ici parce que c'est un emploi sûr et correct dans notre région » (cité dans Österreich, 2025).

Les syndicats préfèrent donc déplacer leur critique sur le terrain économique et social plutôt que moral. Ils soulignent le faible multiplicateur budgétaire des dépenses militaires, la préférence pour les importations étasuniennes au détriment des chaînes d'approvisionnement européennes et l'absence de répartition de ces bénéfices entre actionnaires et salarié-es. Le syndicat de l'industrie, PRO-GE, qui couvre les entreprises d'armement, craint en outre que le réarmement ne serve de prétexte à une flexibilisation du droit du travail et à des coupes dans les budgets sociaux. C'est sur ce terrain qu'ils concentrent leurs revendications, plus que sur le principe même du réarmement.

Conclusion

L'Autriche se trouve à un tournant de son histoire. La neutralité constitutionnelle, pierre angulaire de son identité nationale depuis 1955, est aujourd'hui mise à l'épreuve par la guerre en Ukraine et la transformation de l'environnement de sécurité européen. La politique de réarmement engagée depuis 2022 dessine une trajectoire discrète mais réelle d'alignement sur l'Otan, alors même que l'opinion publique reste majoritairement attachée à la stricte neutralité. Ce paradoxe nourrit un débat national intense

30. M. Hauer, « Wehrdienstdebatte : Nein zur Verlängerung - Jugend ist keine Manövriermasse », *Die Presse*, 13. April 2026, <https://urls.fr/LXTL9a>, republiée sans date sur le site de l'ÖGB, <https://urls.fr/dJFubh>.

auquel les syndicats participent peu. Faute de pouvoir défendre le pacifisme en raison de l'importance de l'industrie d'armement, y compris pour des entreprises civiles aux

usages duaux, ils préfèrent finalement se taire et faire porter le débat sur des sujets où ils sont plus à l'aise comme les conditions de travail et le partage de la valeur ajoutée.

Sources :

- Bundesministerium für Landesverteidigung (2026), *Risikobild 2026. Ende der Ordnung*, Bundesministerium für Landesverteidigung, Wien, <https://urls.fr/8clKsE>.
- Feigl G., Premrov T., Schultheiß J. (2025), « Doppelbudget 2025/26: Knappe Mittel und neue Prioritäten », *Working Paper*, n° 264, Arbeiterkammer, Wien, Juni, <https://urls.fr/ksIqd9>.
- Graf-Steiner A. (2024), *Brückenbauer im Kalten Krieg. Österreich und der lange Weg zur KSZE-Schlussakte*, Graz/Wien, Leykam Buchverlag, <https://archive.org/details/oopen-20.500.12657-87555/page/n1/mode/1up>.
- Haller M. (1996), *Identität und Nationalstolz der Österreicher. Gesellschaftliche Ursachen und Funktionen. Herausbildung und Transformation seit 1945. Internationaler Vergleich*, Wien, Böhlau.
- Jaitner F. (2025), « Die Suche nach einem neuen Wachstumsmodell – Neue gesellschaftliche Bündnisse in der Ära des Kriegskeynesianismus », *Kurswechsel*, n° 3, p. 41-52.
- Karsh E. (2012), *Neutrality and Small States*, London, Routledge.
- Meyer B. (2005), « Sind fünfzig Jahre eine Ewigkeit? Österreichs langsamer Abschied von der “immerwährenden Neutralität” », *HSFK Report* 6/2005, Hessische Stiftung Friedens- und Konfliktforschung, resrep14424.1.pdf.
- Mueller W. (2011), *A Good Example of Peaceful Coexistence? The Soviet Union, Austria, and Neutrality, 1955-1991*, Wien, Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaft, <https://doi.org/10.2307/j.ctv3znxsx>.
- Mueller W. (2024), « Genese und historischer Wandel der Neutralität Österreichs », *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, n° 53, p. 2-10, <https://doi.org/10.15203/4166.vol53.2024>.
- Nowotny T. (2024), « Neutralität und militärische Sicherheitspolitik », *Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft*, n° 53, p. 2-8, <https://doi.org/10.15203/4174.vol53.2024>.
- Österreicher M. (2025), « Aufrüstung in Österreich: Eine Gratwanderung », *Arbeit & Wirtschaft*, 23. September, <https://urls.fr/93c915>.
- Perlinka A. (2017), *Die gescheiterte Republik. Politik und Kultur in Österreich, 1918-1938*, Wien, Böhlau.
- Pilz P. (1982), *Die Panzermacher: Die österreichische Rüstungsindustrie und ihre Exporte*, Wien, Verlag für Gesellschaftskritik.

- Pleiner H., Stupka A.W. (2011), « Einsam und doch gemeinsam. Zur Militärstrategie des neutralen Nationalstaates im neuen Europa am Beispiel Österreichs », *Österreichische militärische Zeitschrift*, n° 1, p. 16-29, 08_edg_01_edg.pdf.
- Republik Österreich (2024), *Österreichische Sicherheitsstrategie*, Wien, Bundeskanzleramt, <https://www.bmi.gv.at/502/start.html>.
- Riegler T. (2016), « „Macht's es unter der Tuchent“. Die Waffengeschäfte der österreichischen Verstaatlichten Industrie und der Noricum-Skandal », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, vol. 64, n° 1, p. 99-137, <https://doi.org/10.1515/vfzg-2016-0004>.
- Riegler T., Geyer D. (2022), « „Keep It under Wraps“: The Arms Deals of the Austrian State Industry and the Noricum Scandal », *German Yearbook of Contemporary History*, vol. 6, p. 131-176.
- Schreiner J. (2018), *Neutralität nach „Schweizer Muster“? Österreichische Völkerrechtslehre zur immerwährenden Neutralität, 1955-1989*, Baden-Baden, Nomos, <https://www.jstor.org/stable/j.ctv941vt2>.
- Senn M. (2023), « Österreichs Neutralität », in Senn M., Eder F., Kornprobst M. (eds.), *Handbuch Außenpolitik Österreich*, Wiesbaden, Springer, p. 23-50, https://doi.org/10.1007/978-3-658-37274-3_2.
- Stein G. (1990), « Total defense: A comparative overview of the security policies of Switzerland and Austria », *Defense Analysis*, vol. 6, n° 1, p. 17-33, <https://doi.org/10.1080/07430179008405428>.
- Stourzh G. (2005), *Um Einheit und Freiheit: Staatsvertrag, Neutralität und das Ende der Ost-West-Besetzung Österreichs 1945-1955*, Wien, Böhlau.
- Verdross A. (1958), *Die immerwährende Neutralität der Republik Österreich*, Wien, Österreichischer Bundesverlag.